

Distribution limitée

WHC-97/CONF.208/INF.6A  
Paris, le 16 octobre 1997  
Original : anglais/français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION  
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL  
Vingt et unième session

Naples, Italie  
1 - 6 décembre 1997

Rapports détaillés des activités entreprises depuis la 20e session du Comité du patrimoine mondial et justification des dépenses en conformité avec le plan de travail approuvé par le Comité : UICN

**RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'UICN  
CONCERNANT L'APPLICATION DE LA  
CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL EN 1996**

(also available in English)

**JANVIER 1997**

**UICN**  
Union mondiale pour la nature

## **RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'UICN CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL EN 1996**

Suite à la 19<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial, qui a eu lieu à Berlin, Allemagne, l'UICN a signé, pour 1996, des contrats d'un montant de USD 250.600, afin de remplir sa tâche d'organe consultatif sur les biens naturels, auprès du Comité. Le rapport qui suit décrit les activités entreprises pour honorer les contrats 700.085.6, 700.035.6 et 700.320.6.

### **1. ÉVALUATION DES SITES DESIGNÉS**

En 1996, l'UICN a examiné 14 dossiers relatifs à des désignations de biens naturels, ainsi que trois désignations différées l'année précédente. Le Responsable du Programme de l'UICN pour le patrimoine naturel a coordonné toutes ces évaluations qui ont nécessité des consultations avec plus de 100 experts indépendants. Le Belize, la Chine, la Corée, la France, le Niger, la Russie, la Suède et l'Espagne ont généreusement accueilli les missions et coopéré à l'évaluation des sites. Quatre-vingt dix employés du secteur public de ces pays ont participé à ces inspections.

L'UICN remercie les autorités respectives et les correspondants de l'UNESCO qui ont facilité la tâche de ces missions, ainsi que les membres de l'UICN, dans chaque région concernée, qui ont fourni des avis techniques. L'UICN estime que ces inspections sur le terrain sont particulièrement utiles à la sélection et ont le mérite de mieux faire connaître la Convention au niveau local.

Les évaluations ont été revues par un groupe d'experts du Siège de l'UICN et le rapport remis à l'UNESCO et présenté à la réunion de juin du Bureau. Depuis juin, de nouvelles informations ont été incorporées et un rapport définitif a été communiqué au Secrétariat en octobre, en deux documents, l'un en anglais (128p) et l'autre en français (132p). Ce rapport tient compte des réponses obtenues des Etats Parties avant le 1<sup>er</sup> octobre et servira de document de travail à la 20<sup>e</sup> réunion du Comité, à Mérida, en décembre. Une évaluation supplémentaire (Miguasha) a été terminée en novembre.

### **2. DOCUMENTATION**

En coopération avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC), l'UICN a produit des Fiches techniques sur tous les nouveaux sites désignés. Un document séparé, contenant les données informatisées sur ces sites a été remis au Secrétariat.

Dans le cadre de la surveillance continue systématique des biens du patrimoine mondial, l'Unité de données sur les aires protégées (PADU) du WCMC poursuit sa mise à jour des fiches techniques sur les biens naturels du patrimoine mondial et améliore ainsi le matériel de base qui sert à la procédure de surveillance continue. En juin 1996, un Directory of Natural World Heritage Sites (Répertoire des biens naturels du patrimoine mondial) révisé, contenant des fiches techniques sur les 119 sites naturels et mixtes inscrits, a été terminé et constitue une source de référence fondamentale.

Le Bureau de la Convention de Ramsar partage les locaux du Siège de l'UICN et des relations de travail étroites se sont instaurées en ce qui concerne les dix sites figurant à la fois sur la Liste de Ramsar et sur la Liste du patrimoine mondial. La Procédure Ramsar d'orientation sur la gestion s'inspire de la procédure de surveillance continue appliquée aux biens du patrimoine mondial et l'échange des résultats, dans ce domaine, est mutuellement bénéfique. Durant l'année, le personnel de Ramsar a fourni des informations pour les rapports de surveillance concernant deux biens du patrimoine mondial.

L'UICN utilise son réseau de quelque 1000 membres de la Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP) pour rassembler des informations, entre autres, sur les menaces réelles et potentielles qui pèsent sur l'intégrité des biens naturels du patrimoine mondial. En outre, l'UICN met de plus en plus à contribution ses 51 bureaux régionaux et nationaux installés dans 39 pays qui participent à ces activités et constituent un réseau mondial de correspondants.

### **3. SURVEILLANCE CONTINUE**

Le paragraphe 55 des Directives opérationnelles recommande «aux Etats parties de coopérer avec l'UICN que le Comité a chargée de poursuivre, en son nom, la surveillance ... des biens naturels du patrimoine». Des rapports oraux et écrits ont été soumis concernant 12 sites qui nécessitaient une attention, de toute urgence. Le Centre du patrimoine mondial a traité les demandes de renseignements qui avaient été soumises aux Etats parties concernés et une évaluation a été préparée pour la réunion de décembre du Comité. Les bureaux nationaux et régionaux de l'UICN ont entrepris des missions de surveillance continue, au nom du Siège et ont contribué au contenu des rapports de situation de huit sites. Le Bureau de l'UICN au Costa Rica a reçu des fonds pour entreprendre une mission de surveillance continue à Rio Platano, Honduras, en coopération avec le WWF et les autorités du Honduras. Le Conseiller de l'UICN pour le patrimoine naturel s'est rendu en Australie et au Mexique afin d'évaluer l'état de conservation de deux sites et de donner un avis sur des questions de gestion spécifiques. D'autres membres de la CPNAP en ont fait autant lors de réunions en Indonésie, en Chine, au Japon et en Argentine.

### **4. DEMANDES DE COOPÉRATION TECHNIQUE ET DE FORMATION**

La liaison avec le Centre du patrimoine mondial est maintenue de manière régulière en ce qui concerne les demandes de coopération technique pour les biens naturels, conformément aux obligations découlant des Directives opérationnelles (paragraphe 102, 106 et 112). Une assistance à la préparation de projets a également été directement apportée à plusieurs Etats parties (Pakistan, Russie, Tanzanie, Sénégal, Guyana et Chine).

L'UICN ne se contente pas de donner son avis sur les projets du Fonds du patrimoine mondial. De plus en plus, elle gère activement des projets de terrain dans les biens du patrimoine mondial. Les travaux de projets entrepris dans huit biens du patrimoine mondial (Chutes Victoria, Ngorongoro, Comoé, Djoudj, Banc d'Arguin, Sinharaja, Aïr-Ténééré, delta du Danube et Dja) disposent d'un budget total de USD 1,1 million. La coordination de projets dans des biens du patrimoine mondial (USD 1 million en 1995), en collaboration avec le WWF, a également été entreprise dans le but de joindre les forces et de développer d'autres projets coopératifs.

Enfin, le Coordonnateur de l'UICN pour le patrimoine mondial a assisté à des ateliers en Belgique, en Australie et en Écosse, à la demande des autorités, pour donner son avis sur la Convention en général et sur la sélection de sites naturels qui pourraient être désignés. D'autres membres de la CPNAP ont assisté à des ateliers sur le patrimoine mondial en Australie, en Micronésie, au Japon, en Chine et à la Trinité-et-Tobago. Plusieurs membres du personnel de l'UICN ainsi que le Président et le Vice-président de la CPNAP ont assisté à l'atelier sur l'intégrité organisé à La Vanoise, France.

### **5. ACTIVITÉS DE PROMOTION**

Les avantages de l'adhésion à la Convention du patrimoine mondial ont été discutés avec les gouvernements de l'Afrique du Sud, du Botswana et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. D'autres questions générales sur l'application de la Convention, émanant de différents pays, ont également été traitées.

Des articles sur le patrimoine mondial ont régulièrement été publiés dans le bulletin de la CPNAP et dans le *Bulletin* de l'UICN. Du matériel de promotion a été remis à de nombreux directeurs de projets et aux bureaux régionaux de l'UICN en Afrique australe, orientale et occidentale et en Amérique centrale. Un appui technique important a également été fourni à l'éditeur australien Harper-MacRae pour la publication d'un nouvel ouvrage sur les biens naturels en Amérique du Nord (qui sera remis au Comité du patrimoine mondial à sa 20e session, en décembre 1996). Les publications sur les biens du patrimoine mondial ou les questions relevant du patrimoine mondial traitées par divers membres du personnel de l'UICN sont énumérées au paragraphe 9. Les inspections de sites ont reçu une bonne couverture médiatique et une entrevue a été donnée à Discovery Channel, pour le public nord-américain.

## 6. AUTRES ACTIVITÉS

En 1996, des efforts considérables ont été déployés en faveur de nouvelles initiatives. L'UICN a constitué un Groupe de politique sur le patrimoine mondial afin d'améliorer l'image de la Convention au sein de l'Union et de renforcer ses travaux. Ce groupe est coprésidé par le Directeur général adjoint et le Vice-président de la CPNAP pour le patrimoine mondial. Des observateurs du Centre du patrimoine mondial et d'autres organes consultatifs y sont invités. Deux réunions sont prévues chaque année et les minutes des deux premières ont été rédigées.

En 1996 a eu lieu un événement important : le Congrès mondial de la conservation organisé par l'UICN à Montréal, du 10 au 23 octobre. Plus de 3000 personnes y ont assisté et le patrimoine mondial y fut à l'honneur avec un atelier d'une journée, plusieurs résolutions et des discussions dans le cadre des séances de travail de la CPNAP (qui, depuis, a changé son nom pour Commission mondiale sur les aires protégées). Le rapport résumé de l'atelier sur le patrimoine mondial est joint en annexe au présent rapport de même que les deux résolutions principales adoptées par le Congrès. (Veuillez noter que bien que ces résolutions aient été adoptées, leur libellé définitif pourrait être modifié).

Autre fruit du Congrès de Montréal : un diaporama sur les biens naturels du patrimoine mondial. Il s'agit d'un module de formation, conçu pour être distribué à des fins de promotion avec des copies des diapositives et un texte d'accompagnement, qui sera disponible au début de 1997. C'est le Fonds du patrimoine mondial qui a financé le diaporama et l'atelier, coordonnés avec le personnel du Centre du patrimoine mondial.

Au Congrès a également eu lieu la signature d'un protocole d'accord entre l'UICN et le Centre du patrimoine mondial. Ce document a pour objet d'éclaircir les relations de travail entre les deux organismes et sera communiqué, à titre d'information, à la 20<sup>e</sup> session du Comité.

En conclusion, le Congrès de Montréal a fait la preuve de l'important réseau mondial de conservation sur lequel s'appuie l'UICN et de l'intérêt que les membres de l'UICN portent généralement à la Convention.

Enfin, à la demande du Bureau et en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial, l'UICN a mené à bien une étude mondiale des événements significatifs de l'histoire de l'évolution de la terre. Le projet final de l'étude, qui établit une liste des sites témoignant le mieux de l'évolution, a été rédigé par M. Rod Wells, de l'université Flinders, avec une subvention de 10.000 dollars australiens versée par le service du patrimoine mondial de Canberra, Australie. L'UICN a, en outre, assisté à l'atelier des experts des sites géologiques et fossilifères lors du Congrès international de géologie de Beijing qui a révisé le projet de l'étude.

## 7. PARTICIPATION DU RÉSEAU DE L'UICN

Bien que les activités en rapport avec le patrimoine mondial ne soient coordonnées, à l'UICN, que par une seule personne, elles font intervenir beaucoup d'autres personnes. Plus de 120 experts du réseau de bénévoles des commissions de l'UICN ont évalué les désignations et fourni des rapports de surveillance. Tous les cadres du secrétariat, y compris le Directeur général, ont assumé les mêmes fonctions. Avec un financement provenant d'autres sources UICN, treize membres du personnel du Siège ont participé à des groupes d'évaluation des désignations et plusieurs ont assisté à des réunions du patrimoine mondial. La Division de la communication a publié des articles dans le *Bulletin* et des communiqués de presse et participe à la commercialisation de **Masterworks of Man and Nature** et de **Paradise on Earth**. Les bureaux régionaux et nationaux de l'UICN fournissent des avis et entreprennent des projets dans les biens du patrimoine mondial de leurs régions respectives. En 1996, le personnel des bureaux nationaux et régionaux de l'UICN au Zimbabwe, au Kenya, en Equateur, au Costa Rica, au Viet Nam, à Sri Lanka, au Pakistan et aux Etats-Unis a participé activement aux évaluations.

Outre le Coordonnateur du Programme pour le patrimoine mondial, d'autres cadres supérieurs de l'UICN (Directeur général adjoint, Chef du Programme pour les aires protégées, et Administrateur du Programme) ont consacré environ un mois à travailler directement pour le patrimoine mondial. Le coût de ces services, pour l'UICN, est évalué à USD 27.000.

Plusieurs Comités nationaux de l'UICN commencent aussi à collaborer activement aux questions relevant du patrimoine mondial. Ainsi, le Comité national français pour l'UICN a participé à une étude du Bien des monts Nimba, au nom des ministères français de l'Environnement et de la Coopération.

L'ancien Président de la Commission UICN des parcs nationaux et des aires protégées, aujourd'hui Vice-président pour le patrimoine mondial (poste bénévole) assiste aux réunions du Bureau et du Comité et a présenté des exposés sur le patrimoine mondial lors de séminaires en Australie, en France, au Japon, en Nouvelle-Zélande, au Canada et à Pohnpei (archipel des Carolines). Le Président en activité de la CPNAP a également consacré une partie de son temps à élargir le concept de paysage culturel en assistant à un atelier en Autriche et en préparant un document directif sur le thème. Le Président et le Vice-président de la CPNAP ont participé à la séance inaugurale du Groupe UICN de politique sur le patrimoine mondial, en mars.

La valeur de cette contribution bénévole du Programme de l'UICN pour le patrimoine mondial est estimée à USD 75.000 pour le Vice-président seulement. D'autres contributions bénévoles importantes ont été fournies par les cadres qui ont représenté l'UICN aux réunions régionales de la CPNAP au Japon, en Chine (2) et au Congrès international de géologie. D'autres programmes de l'UICN ont aussi donné gratuitement leur avis sur des questions relevant du patrimoine mondial telles que la bioprospection à Yellowstone (Centre du droit de l'environnement), l'éducation dans les biens du patrimoine mondial (Commission de l'éducation) et les tortues des Galápagos (Commission de la sauvegarde des espèces).

En résumé, à l'UICN, les activités en rapport avec le patrimoine mondial sont interactives et de nombreuses personnes y contribuent, souvent à titre bénévole. On s'efforce d'assurer une participation toujours plus large du personnel du Siège et du personnel de terrain. La nomination d'un Vice-président de la CPNAP pour le patrimoine mondial a encouragé une participation accrue des membres de la Commission.

## 8. EN CONCLUSION

Les 865 membres de l'UICN (gouvernements, organismes publics, ONG) continuent de tenir la Convention du patrimoine mondial pour un des instruments juridiques internationaux les plus efficaces pour protéger les régions naturelles les plus exceptionnelles de la planète. Avec l'adhésion de nouveaux pays à la Convention, avec des activités de surveillance continue qui requièrent de plus en plus d'attention, l'UICN, pour faire face à des obligations plus lourdes, a chargé un membre du secrétariat de coordonner, trois trimestres par an, les activités relatives au patrimoine mondial. Les frais afférents aux services susmentionnés sont essentiellement couverts par les contrats signés avec le patrimoine mondial mais la participation croissante du personnel de l'UICN et des réseaux de bénévoles est financée par des sources internes.

## 9. PUBLICATIONS DE L'UICN EN RAPPORT AVEC LA CONVENTION (1996)

Outre les rapports d'évaluation et de surveillance préparés pour le Bureau et le Comité, les documents suivants ont également été publiés en 1996:

- Roderick Wells. *Earth's Geological History. A Contextual Framework for Assessment of World Heritage Fossil Site Nominations*. Report prepared for IUCN. September. 43p.
- Bing Lucas. *Background Paper* for Expert Meeting on Evaluation of General Principles and Criteria for Nominations of Natural World Heritage Sites. Parc National de la Vanoise, France. March.
- Bing Lucas. *Presentation of World Heritage Areas: Developing Sustainable Tourism Practice in World Heritage Areas* and *Future Directions in World Heritage* (both papers for Workshop for Managers of World Heritage Areas in Australia, Southeast Asia and the South West Pacific Ravenshoe, Queensland, Australia 12-15 April).
- Bing Lucas. *Future Directions in World Heritage Implications for the Pacific*. Workshop on

World Heritage Areas in the Pacific. Sydney, Australia 12-15 April.

- Bing Lucas. *Protected Landscapes: The Story so Far: The Lake District (1987) to Exmoor (1966)*.
- Bing Lucas. *Heritage Destroyed? - Conservation and Environmental Priorities for New Zealand and the Globe*. ECO Conference of Environment and Conservation Organisations, 23 August, Wellington, New Zealand.
- Bing Lucas. *From Caracas to Montreal and Beyond ...What has been achieved since Caracas and what needs to be done to enhance implementation of the Convention*. World Heritage Workshop at the World Conservation Congress, 17 October, Montreal, Canada.
- Les Molloy. *World Natural Heritage: Its Purpose and Significance*. Presented to International Symposium on Forests. Kagoshima, Japan. October.
- Jim Thorsell. *Identifying the World's Most Outstanding Mountains*. PARKS Volume 6 No.1. February.
- Jim Thorsell. *Virunga*. World Heritage Review No.1.
- Jim Thorsell. *Parques y reservas de la Cordillera de los Andes*. Flora Fauna y Areas Silvestres. FAO. 9/22
- Jim Thorsell and Jim Paine. *A Review of Natural World Heritage Sites in Tropical Regions*. Presentation to World Heritage Tropical Forest Conference. September. Cairns.
- Jim Thorsell. *Nature's Hall of Fame: IUCN and the World Heritage Convention*. Presentation to World Heritage Workshop. World Conservation Congress. Montreal. October.
- Jim Thorsell. *Guidelines for Management of Cave and Karst Areas*. Presentation to Second International Conference on Conservation of the Subterranean Heritage. Ramioul, Belgium. 2-3 November.

## 10. ANNEXE: Rapport financier

### CONTRATS DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL: 1996 700.085.6 ; 700.035.6 et 700.320.6

Ventilation de la somme de USD 250.600 attribuée pour service consultatif technique de l'UICN en 1996, dans les trois contrats susmentionnés.

1. Evaluation des désignations	Coût en USD
• Frais de personnel pour l'évaluation et la préparation de la documentation (6 homme mois)	87.000
• Service de secrétariat (5 homme mois)	34.500
• Services administratifs	27.600
• Voyages	25.300
• Frais de traduction	6.600
• Frais de publication et imprimerie	2.500
Sous-total	USD 183.500
2. Banque de données et surveillance (tout temps du personnel)	
• Préparation des fiches techniques et résumés sur les désignations (0,25 homme mois)	3.625
• Enquêtes, surveillance et préparation des rapports de surveillance (1 homme mois)	14.500
• Appui de secrétariat (1 homme mois)	6.900
• Évaluation de la coopération technique, demandes et activités de promotion (0,25 homme mois)	3.625
• Frais administratifs	6.900
Sous-total	USD 35.550
3. Réunions et ateliers (liste ci-jointe)	
• Présence aux réunions (1,5 homme mois)	21.750
• Services de secrétariat (0,5 homme mois)	3.450
• Services administratifs	6.900
• Présence aux réunions du Bureau et du Comité du patrimoine mondial - frais de voyage	11.600
• Ateliers techniques et de formation sur le patrimoine mondial, réunion des organes consultatifs et de politique - frais de voyage	12.400
Sous-total	USD 56.100
TOTAL	USD 275.150
Contribution de l'UICN aux frais de personnel supplémentaires	USD 27.000
Contribution de l'UICN aux frais de voyage du Vice-président de la CPNAP	USD 10.000
Subvention complémentaire de l'UICN pour couvrir le déficit restant	USD 14.550

## VENTILATION DES FRAIS DE VOYAGE POUR 1996

Liste détaillée des frais de voyage à ce jour et estimation des missions à venir. Arrondis au '00 le plus proche, ils comprennent tous les frais de voyage et per diems :

### A. Évaluations

	<b>CHF</b>
• Belize: Inspection de site	5.000
• Corée/Chine: Inspection de 3 sites	4.000
• Russie : Inspection de 3 sites	4.850
• France/Espagne : Inspection de site	1.800
• Russie : Inspection de 2 sites	9.300
• Suède : Inspection de site	1.500
• Niger : Inspection de site	3.400
Sous-total	30.350
	(USD 25.300)

### B. Réunions du Bureau, du Comité et de l'organe consultatif

• Paris: Réunion des organes consultatifs (3 personnes)	2.250
• Paris: Bureau (4 personnes)	4.250
• Mexique: Comité du patrimoine mondial (2 personnes)	7.400
Sous-total	13.900
	(USD 11.600)

### C. Ateliers de formation, réunions d'experts

• WCMC: réunion annuelle sur le plan de travail	1.350
• La Vanoise: Atelier sur l'intégrité (2 personnes)	.900
• Cairns: Conférence sur les forêts tropicales du patrimoine mondial	4.000
• Montréal: Congrès mondial de la conservation	2.650
• Liège: Patrimoine souterrain	.950
• Gland: Groupe de politique	.550
• Beijing: Congrès international de géologie	4.500
Sous-total	14.900
	(USD 12.400)

TOTAL	CHF 59.150 ou USD 49.300
-------	--------------------------------

## 11. ANNEXE: Résolutions de l'UICN

### LES RÉSOLUTIONS CONCERNANT LE PATRIMOINE MONDIAL ADOPTÉES PAR LE CONGRÈS MONDIAL DE LA CONSERVATION À MONTRÉAL, CANADA EN OCTOBRE 1996.

#### 1.67 La Convention du Patrimoine mondial

RAPPELANT les recommandations des IIe, IIIe et IVe Congrès mondiaux sur les parcs nationaux et les aires protégées et de la 16e session de l'Assemblée générale de l'UICN concernant la Convention du Patrimoine mondial, ainsi que l'augmentation, au cours de cette période, du nombre des biens naturels inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial qui s'élève à 102, plus 17 biens culturels et naturels «mixtes», et l'existence, à l'heure actuelle, de 147 Etats Parties à la Convention;

CONVAINCU que les avantages potentiels du Patrimoine mondial dépassent largement les limites des biens inscrits du fait que ces derniers peuvent jouer un rôle de premier plan dans l'établissement de normes pour toutes les aires protégées, qu'ils peuvent apporter des ressources pour la formation, d'application plus générale, et qu'ils peuvent servir de porte-drapeaux contribuant à sensibiliser le public aux problèmes de la conservation;

NOTANT que peu de biens naturels du Patrimoine mondial sont encore intacts, mais qu'un grand nombre d'entre eux ainsi que de nombreux autres biens inscrits dans la nouvelle catégorie des paysages culturels témoignent de l'application pratique des principes d'une gestion écologiquement durable et de la conservation des ressources naturelles;

CONSTATANT AVEC INQUIÉTUDE que la couverture de la Convention n'est pas encore universelle, que la Liste du Patrimoine mondial n'est pas encore exhaustive, qu'aucune stratégie mondiale n'a encore été élaborée pour les biens naturels, que huit biens naturels figurent actuellement sur la Liste des Biens du Patrimoine mondial en péril et que de nombreux autres biens sont de plus en plus menacés;

RECONNAISSANT qu'un certain nombre d'Etats Parties à la Convention du Patrimoine mondial ont accumulé des arriérés de contributions financières et que les ressources en matière d'assistance technique fournies par le Fonds du Patrimoine mondial sont extrêmement limitées;

FÉLICITANT le Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO et le Centre du Patrimoine mondial qui ont enregistré des succès importants dans le domaine de la conservation au cours des 25 premières années de l'application de la Convention et reconnaissant le rôle important qu'ont joué l'UICN et d'autres organes consultatifs à cet égard;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 14 au 23 octobre 1996 à Montréal, Canada, pour sa 1ère Session:

1. AFFIRME que la Convention du Patrimoine mondial est l'un des instruments internationaux les plus importants pour la réalisation de la Mission de l'UICN et réaffirme donc son adhésion aux principes de la Convention.
2. RAPPELLE aux Etats Parties que de nombreux biens naturels d'une grande importance universelle doivent encore être ajoutés à la Liste du Patrimoine mondial et que la nouvelle catégorie des paysages culturels permet d'inscrire, sur la Liste du Patrimoine mondial, des biens qui ont des valeurs naturelles importantes et dont les ressources naturelles sont utilisées de façon écologiquement durable par l'homme.
3. ENCOURAGE les Etats Parties qui ne l'ont pas encore fait:
  - a) à s'acquitter de leurs obligations financières envers la Convention;
  - b) à inclure des spécialistes du patrimoine naturel dans leurs délégations aux réunions du Comité du Patrimoine mondial;
  - c) à présenter volontairement des rapports de suivi, conformément aux Directives opérationnelles de la Convention, et à coopérer avec les organes consultatifs et le Centre du Patrimoine mondial à la présentation de rapports périodiques sur l'état des biens;

- d) à établir des listes provisoires, plus particulièrement pour les biens naturels et les paysages culturels, en vue de parvenir à un meilleur équilibre dans la Liste du Patrimoine mondial;
  - e) à adhérer aux mécanismes existants de surveillance systématique pour éviter que les Biens du Patrimoine mondial ne se dégradent au point d'être inscrits sur la Liste des Biens du Patrimoine mondial en péril puis déçus, en dernière analyse, de leur qualité de biens du Patrimoine mondial.
4. DEMANDE aux bailleurs de fonds de reconnaître l'importance de cette Convention pour la conservation et le développement écologiquement durable ainsi que les difficultés auxquelles doit faire face le Fonds du Patrimoine mondial et de donner, en conséquence, une suite favorable aux demandes d'assistance pour les biens du Patrimoine mondial en accordant la priorité à ceux qui figurent sur la Liste des biens en péril.
  5. PRIE l'UNESCO de renforcer les capacités professionnelles du Centre du Patrimoine mondial en matière de patrimoine naturel et de proposer au Comité du Patrimoine mondial un processus visant à encourager les Etats Parties à mettre régulièrement à jour les informations sur les valeurs des biens déjà inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial en vue de prendre en compte l'élargissement des connaissances et d'assurer une surveillance plus efficace.
  6. DEMANDE aux ONG membres de l'UICN de se montrer plus actives dans la promotion de la Convention, y compris la promotion de biens candidats et de faire rapport sur les menaces.
  7. DEMANDE à tous les membres de l'UICN, par l'intermédiaire des comités nationaux et régionaux de l'UICN et par d'autres moyens, de tenir compte des questions relatives au Patrimoine mondial dans leurs activités, notamment la commémoration appropriée, en 1997, du 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature de la Convention.
  8. DEMANDE aux commissions de l'UICN, en particulier la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), de continuer à accorder la priorité au Patrimoine mondial dans leurs activités.
  9. DEMANDE aux commissions de l'UICN, en particulier la CMAP, d'appuyer l'UICN dans son rôle de surveillance active.
  10. DEMANDE au Directeur général, dans la limite des ressources disponibles:
    - a) de promouvoir une meilleure sensibilisation à l'importance de la Convention par l'éducation, les initiatives de communication et la formation;
    - b) de collaborer étroitement avec le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) en ce qui concerne les biens culturels et naturels mixtes et l'évaluation systématique des paysages culturels;
    - c) de doter les Délégations régionales et Bureaux nationaux de l'UICN des capacités de renforcer les connaissances en matière de Patrimoine mondial dans les régions;
    - d) de poursuivre, dans la limite des ressources disponibles, l'élaboration d'études thématiques mondiales sur le patrimoine naturel en coopération avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (CMSC) et le Centre du Patrimoine mondial;
    - e) d'assurer une participation accrue de l'UICN aux activités relatives au Patrimoine mondial par la participation de son personnel, de ses membres et de ses commissions ainsi que d'autres réseaux scientifiques intéressés.

## 1.101 Le Patrimoine mondial en Océanie

CONSCIENT de la richesse et de la diversité du patrimoine naturel et culturel du Pacifique Sud;

SACHANT que la plupart des 22 Etats insulaires d'Océanie ne sont pas encore signataires de la Convention du Patrimoine mondial et qu'il importe de sensibiliser les Etats de la région à cette Convention et aux avantages qu'ils pourraient en retirer en devenant signataires;

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT que la géographie, la culture et le régime foncier des terres et des mers de la région nécessitent peut-être un traitement particulier dans le cadre de l'application du concept du patrimoine mondial;

CONSTATANT que, malgré la richesse culturelle et naturelle de l'Océanie, il n'existe encore aucun Bien du Patrimoine mondial dans la région;

RECONNAISSANT que les nations insulaires d'Océanie n'ont peut-être pas les moyens financiers et techniques d'étudier, identifier, désigner et gérer des Biens du Patrimoine mondial;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 14 au 23 octobre 1996 à Montréal, Canada, pour sa 1ère Session:

1. DEMANDE aux membres de l'UICN de la région d'Océanie:

- a) de promouvoir la sensibilisation aux avantages potentiels et à la pertinence du Patrimoine mondial pour les Etats insulaires d'Océanie par les moyens culturels appropriés;
- b) d'encourager activement un plus grand nombre d'Etats insulaires d'Océanie à signer la Convention du Patrimoine mondial;
- c) d'entamer, en collaboration avec le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS), une étude des îles et des mers du Pacifique Sud afin d'identifier des sites qui pourraient être candidats au Patrimoine mondial, y compris des sites pouvant faire l'objet de désignations sérielles par les nations insulaires concernées.

2. CHARGE le Directeur général, dans la limite des ressources disponibles:

- a) de rechercher activement des ressources pour faciliter la collecte d'informations et l'étude, l'identification, la désignation et la gestion de tout Bien du Patrimoine mondial en Océanie;
- b) de soutenir l'action susmentionnée en ce qui concerne le Pacifique Sud en intégrant une activité sur le Patrimoine mondial en Océanie dans le Programme de l'UICN.

3. CHARGE le Directeur général, dans la limite des ressources disponibles, de communiquer le texte de cette Recommandation au Directeur général de l'UNESCO et au Directeur du Centre du Patrimoine mondial, les engageant à faire en sorte que la présence actuelle de l'UNESCO en Océanie fasse office de centre de liaison, afin de promouvoir la Convention du Patrimoine mondial dans la région.

*Note. Cette Recommandation a été adoptée par consensus. La délégation de l'Allemagne, Etat membre de l'UICN, a fait savoir qu'elle n'avait pas participé au débat sur la Recommandation et que s'il y avait eu vote, elle n'y aurait pas participé. La délégation de la Suède, Etat membre de l'UICN, a déclaré que s'il y avait eu vote, elle se serait abstenue.*

## 12. ANNEXE: World Conservation Congress Workshop

### CARING FOR THE EARTH -25 YEARS OF WORLD HERITAGE ACTION

Montreal 17 October 1996

#### SUMMARY OF DISCUSSIONS DURING THE DAY

1. This workshop addressed the subject of the World Heritage Convention. This is one of the oldest and most successful International Conventions dealing with the conservation of the world's most important natural and cultural areas. In fact, 1997 marks the 25<sup>th</sup> anniversary of the World Heritage Convention and this workshop provided a timely opportunity to review what has been achieved through the Convention and future directions for the World Heritage Convention.
2. The workshop noted that World Heritage areas protect the outstanding areas on earth and as such can be clearly identified as "Paradise on Earth". However, such areas face many challenges in the face of increasing development and human pressures. The World Heritage Convention must adapt to changing circumstances and promote a new vision for the future of the world's natural heritage.
3. The workshop was divided into 4 sessions. The first, **Setting the Scene and Looking to the Future**, examined the history and background to the Convention. It was noted that the Convention was a pioneering Convention when it was first developed and that it is equally applicable today. The second session: **Managing the Tension** outlined some of the pressures facing World Heritage Sites, through discussion of case studies of World Heritage Sites in the Galapagos and the United States (Yellowstone). The third session: **Preventive Measures and New Solutions** identified some innovative approaches and opportunities which are applicable to World Heritage. This section was illustrated by practical examples from the Victoria Falls and the Rocky Mountains World Heritage Sites, where innovative planning approaches are enhancing the management of World Heritage Sites. The **Concluding Session** examined ways in which World Heritage can best adapt to the next century.
4. The meeting was followed by the signing of a Memorandum of Understanding between IUCN and the UNESCO World Heritage Centre which will consolidate and expand the existing excellent working relationship between these two agencies.

#### CONCLUSIONS

##### **World Heritage is a bridge to the future**

World Heritage sites are a source of pride, wonder and inspiration and are a "gift to the world" held in trust by this generation for future generations. World Heritage provides a unique opportunity to foster environmental awareness at all levels, particularly for the young. Innovative education programs focused on World Heritage, such as the UNESCO World Heritage Youth Forum, need to be encouraged and expanded.

##### **Partnerships are needed**

Achieving the goals of the World Heritage Convention requires partnership. Established partnerships, such as those between the UNESCO World Heritage Centre and IUCN are crucial: these need to be consolidated and expanded. New partnerships are also required, at all levels. At the international level, this could involve enhanced partnerships with other Conventions, particularly the Convention on Biological Diversity. At national levels, better partnerships are required between agencies that manage World Heritage Sites and other relevant organisations and agencies. Opportunities for transboundary World Heritage sites, between two or more countries, need to be explored, and expanded in the case of existing areas, such as the Victoria Falls site between Zambia and Zimbabwe. Exchange schemes between countries which aim to improve World Heritage site management, such as those between Indonesia and New Zealand in relation to the Ujung Kulon World Heritage Site, need to be developed. At local levels better and more effective working relationships with local people need to be established. Planning for World Heritage Sites need to be considered in the context of regional land use and innovative planning schemes, such as the Bow Valley Study in the Banff National Park in Canada, need to be implemented.

### **Resources need to be mobilised**

A number of World Heritage sites are under pressure. Targeted financial assistance is required. A number of sites have been placed on the "World Heritage in Danger" list; such listing should be seen as a positive measure which trigger efforts, at all levels, to address the pressures faced. Opportunities, such as those provided by the Global Environmental Facility, need to be explored.

The management of World Heritage sites needs to be strengthened.

Management of World Heritage sites needs to be strengthened. Focused training programs need to be developed to enhance the skills of world heritage managers. The prestige of "World Heritage" must be instrumental in raising the stature and esteem of protected area managers in society. Stronger and more effective institutions need to be developed. Every use needs to be made of modern technology to strengthen communication and dialogue between World Heritage Site managers, including through the use of the internet and strengthened information management networks such as the WCMC World Heritage Information Network. Guidelines to assist the management of World Heritage sites need to be developed but these need to be practically focused.

### **CROSS CUTTING ISSUES**

#### **Gender**

The management of World Heritage sites must involve key groups from local communities. The role of women in this process is critical, particularly in relation to communication of the values of World Heritage in a way which "makes sense" to local communities.

#### **Communications**

More effective communication is particularly important in relation to World Heritage. This is applicable at many levels. At the international level there is a particular need for better communication and interaction with other Conventions particularly the Convention on Biological Diversity. At the national level, there is a need for communication with key policy and decision makers to ensure that World Heritage is clearly understood. In many cases there is not a clear understanding of World Heritage, and why it is important, and this in turn has often caused problems. At the local level there needs to be communication of how World Heritage is relevant to local communities, with particular emphasis on the many positive benefits associated with World Heritage.

#### **Law**

The World Heritage Convention provides an international framework for action to protect the world's special places. Specific legislation is also needed at a national level, such as is the case in Australia, to ensure that the Convention is translated in a way that is relevant to the unique needs and circumstances of each country. Such legislation needs to be responsive to changing circumstances.